

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 4 FEVRIER 2015**

**FN/RT**

**OBJET : N° 1.1 – ADMINISTRATION GENERALE –  
INTEGRATION RESEAUX PRIVES DANS PATRIMOINE SYNDICAL –  
GUIDE DE PROCEDURE -**

L'an deux mille quinze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

**Etaient présents :**

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,  
M. James BELLOT, Membre du Bureau,  
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

**Etaient absents excusés :**

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau.

**Etaient absents :**

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

**A été élu secrétaire de séance :** M. Angelin RAMANMALI.

- 1 - Délibération du Bureau Syndical du 04/02/2015

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

**OBJET : N° 1.1 – ADMINISTRATION GENERALE –  
INTEGRATION RESEAUX PRIVES DANS PATRIMOINE SYNDICAL –  
GUIDE DE PROCEDURE -**

Envoyé en préfecture le 18/02/2015

Reçu en préfecture le 18/02/2015

Affiché le

Berger  
Levrault

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).**

Le Syndicat des Eaux du Bassin Ardèche (SEBA), soucieux d'une meilleure gestion patrimoniale, met en œuvre au sein de ses services tant d'eau potable que d'assainissement collectif une démarche qualité en accord avec les chartes nationales et régionales. Cette démarche vise à garantir la pérennité des ouvrages en veillant au respect des règles de l'art tant au niveau de la conception que de la réalisation des ouvrages, en choisissant des matériaux de qualité, en entretenant et en renouvelant les ouvrages. Une telle action n'a de sens que si l'ensemble du système de distribution (eau potable) et de collecte (assainissement) fait l'objet du même niveau d'exigence tant en partie publique qu'en partie privée.

La rétrocession pour l'euro symbolique par des tiers d'équipements d'eau et d'assainissement collectif au SEBA se rencontre principalement dans les contextes suivants : lotissement, ZAC ou dévoiement de conduite, dans le cas de travaux neufs réalisés par le tiers concerné. Dans cette perspective, il est nécessaire pour le SEBA de fixer avec ses partenaires, en particulier les aménageurs privés et publics, les conditions d'intégration des équipements dans le cadre d'une démarche qualité afin de garantir la pérennité des ouvrages.

Tel est l'objet du guide de procédure **joint en annexe**.

La procédure comporte sept étapes : saisie du SEBA, acceptation de la procédure par l'aménageur, échanges techniques et validation par la collectivité, démarrage des travaux, suivi des travaux, réception, intégration au patrimoine public syndical. Le document comporte également des annexes techniques.

Il est proposé au Bureau Syndical d'en débattre, en précisant que le Syndicat garde la liberté d'accepter ou non les projets tels que présentés.

Après en avoir débattu, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL

**MAITRE d'OUVRAGE :**



**La Sigalière - Les Vergnades  
07110 LARGENTIERE**

## **RESEAUX EAUX POTABLE ET ASSAINISSEMENT**

### **GUIDE DE PROCEDURE DANS LE CADRE D'UNE INTEGRATION AU PATRIMOINE PUBLIC SYNDICAL APRES TRAVAUX NEUFS**

## Introduction

Le Syndicat des Eaux du Bassin Ardèche (SEBA), soucieux d'une meilleure gestion patrimoniale, met en œuvre au sein de ses services eau potable et assainissement une démarche qualité en accord avec les chartes nationales et régionales. Cette démarche vise à garantir la pérennité des ouvrages en veillant au respect des règles de l'art tant au niveau de la conception que de la réalisation des ouvrages, en choisissant des matériaux de qualité, en entretenant et en renouvelant les ouvrages. Une telle action n'a de sens que si l'ensemble du système de collecte (assainissement) et de distribution (eau potable) fait l'objet du même niveau d'exigence tant en partie publique qu'en partie privée.

Dans la perspective de la rétrocession des équipements d'eau et d'assainissement (cas de ZAC, de lotissement ou de dévoiement de conduite dans le cas de travaux neufs réalisés par un tiers), le service eau et assainissement du SEBA souhaite fixer avec ses partenaires, en particuliers les aménageurs privés et publics, les conditions d'intégration des équipements dans le cadre d'une démarche qualité afin de garantir la pérennité des ouvrages qui seront intégrés au patrimoine syndical.

Tel est l'objet de ce présent guide de procédure.

## 1- Première étape : Saisie du SEBA

Toute entité envisageant la création de réseaux de distribution d'eau potable et/ou de collecte des eaux usées dans le périmètre d'exercice des compétences du SEBA, dénommé ci-après « la collectivité » et souhaitant lui céder pour l'euro symbolique ces réseaux à l'issue des travaux en vue d'une intégration au patrimoine public doit l'en informer par écrit dès le stade des études (et au plus tard avant tout début de travaux).

Cette saisie doit intervenir par écrit, soit par courrier, soit par courriel, et être effectuée par le maître d'ouvrage du projet ou son représentant (maître d'œuvre par exemple). Dans la suite du document celui-ci est dénommé « l'aménageur ».

## 2- Deuxième étape : Acceptation de la procédure par l'aménageur

En réponse à la saisie ci-dessus, le SEBA adresse à l'aménageur le présent guide de procédure et ses annexes (prescriptions techniques), que ce dernier accepte en le contresignant et notifie son accord pour une rétrocession à l'issue des travaux au regard de leur conformité.

## 3- Troisième étape : Echanges des éléments techniques- Validation par la collectivité

Le SEBA informe l'exploitant de ses réseaux (le délégataire SAUR jusqu'en 2017) de la procédure qui s'engage et lui confirme ses droits de contrôles en application des dispositions du contrat d'affermage.

L'aménageur transmet à la collectivité SEBA son dossier de projet comprenant, a minima, le plan d'exécution et respectant les prescriptions en annexes du présent guide.

Ce plan, à l'échelle minimum 1/500<sup>e</sup>, comprend notamment :

- l'implantation des réseaux, regards de visite, regards de branchements et pièces spéciales,
- la nature des tuyaux,
- le diamètre,
- la longueur des tronçons,
- la pente des réseaux (au minimum 1/100 pour les collecteurs EU et 3/100 pour les branchements EU) et le sens d'écoulement,
- les fils d'eau des canalisations et regards,
- la coupe-type de tranchée (remblaiement, compactage, nature de la chaussée,...),
- toutes autres informations nécessaires sur le réseau d'eau potable et/ou d'assainissement à la collectivité.

La collectivité SEBA en fait part à son exploitant pour d'éventuelles remarques.  
Les travaux ne peuvent commencer sans le visa du plan d'exécution par la collectivité SEBA.  
L'entreprise qui réalisera les travaux pour l'aménageur doit s'engager dans une démarche de qualité et, pour ce faire, être habilitée dans ce domaine.

#### 4- Quatrième étape : Démarrage des travaux

La collectivité SEBA et l'exploitant des réseaux sont impérativement invités à la réunion de lancement des travaux pour la partie liée au piquetage des travaux touchant aux réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées.

Le piquetage des travaux doit être réalisé conformément au plan validé à l'étape précédente.

#### 5- Cinquième étape : Suivi des travaux

Lors des travaux, l'aménageur doit organiser des réunions de chantier régulières avec la collectivité SEBA et son exploitant afin de vérifier les modalités techniques de la construction des réseaux et l'application du plan d'exécution.

La collectivité SEBA et l'exploitant doivent être associés aux moments-clés (notamment à l'occasion du test de pression, lors de croisement d'ouvrages et aux phases tranchées non remblayées).

Ils sont destinataires des comptes rendu de réunion de chantier. Ils disposent d'un libre accès au chantier pour les domaines qui les concernent.

La collectivité SEBA pourra demander des sondages (aux frais de l'aménageur) afin de vérifier les modalités techniques de la pose des réseaux.

En cas de non-respect des clauses du présente guide, l'intégration des ouvrages pourra être refusée ou différée.

#### 6- Sixième étape : Réception des travaux

La collectivité SEBA et son exploitant sont invités à la réception des ouvrages et autorisés à émettre des réserves qui seront consignés au procès-verbal.

#### 7- Septième et dernière étape : Intégration au patrimoine public syndical

L'aménageur transmet à la collectivité SEBA les éléments détaillés infra, au paragraphe 7.1.

Ces tests et documents sont effectués par l'aménageur, à ses frais et/ou par une entreprise indépendante de celle ayant effectué les travaux pour les épreuves et tests des réseaux.

En ce qui concerne les passages caméra, tests d'étanchéité et tests de pression, la collectivité SEBA demande des tests effectués, au plus tôt, juste avant la réfection de chaussée définitive afin que les différents ouvrages se trouvent dans leur configuration et implantation définitives (couverture suffisante, bordures posées,...).

##### 7.1 - Pièces à fournir :

- ✓ **Plan de récolement** : (conforme au CCTG, fascicule 70 et 71)

**Eau potable** : Dossier de récolement comprenant le report exact du tracé des canalisations, leur nature et leur diamètre, la position des robinets vannes, ventouses, vidanges, regards et autres pièces spéciales sur un plan parcellaire ; des croquis détaillés indiquant la position des pièces spéciales et bouches à clé par rapport aux repères naturels existant à proximité (triangulation). Ce dossier de récolement devra être fourni en 3 exemplaires papiers et un exemplaire informatique (format dwg).

**Assainissement** : Dossier de récolement comprenant le report exact du tracé des canalisations, leur nature et leur diamètre, la position des regards, chasses, piquage, branchements particuliers, avec indication des profondeurs des regards (fils d'eau) sur plan parcellaire ; des croquis détaillés indiquant la position des regards + TN, des culottes ou pièces de branchement par rapport aux repères naturels existant à proximité (triangulation). Ce dossier de récolement devra être fourni en 3 exemplaires papiers et un exemplaire informatique (format dwg).

**Rattachement :**

Chaque point de détail sera exprimé en coordonnées « X » et « Y » (positions planimétriques) rattachées au système géodésique RGF 93 CC45 et pour l'altitude « Z » rattachée au système de nivellement IGN 69.

✓ **Dossier des Ouvrages Exécutés :**

Il comprend les fiches-produits, notice techniques et fiche d'entretien

✓ **Tests de pression** (pour le réseau eau potable)

Ils sont réalisés conformément au fascicule 71 (annexe CCTG travaux), en présence de la collectivité SEBA ; Les ouvrages doivent être testés à une pression équivalente à 1.5 fois la pression de service, avec un minimum de 10 bars.

✓ **Désinfection** (pour le réseau eau potable)

L'analyse bactériologique de contrôle est réalisée par un laboratoire agréé conformément au fascicule 71 ;

✓ **Passage caméra** (Pour le réseau assainissement)

Conformément à la norme NF EN 13508-2, le passage caméra est précédé d'un curage systématique des réseaux et est réalisé par une entreprise, accréditée COFRAC, différente de celle des travaux.

✓ **Tests d'étanchéité**

Les tests sont réalisés par une entreprise, accréditée COFRAC, différente de celle des travaux ; les contrôles d'étanchéité à l'air sont préconisés.

Cependant, en cas de litige, seul le contrôle d'étanchéité à l'eau fait foi. Le contrôle d'étanchéité est réalisé conformément à la norme NF EN 1610.

✓ **Essais de compactage**

Les essais sont réalisés dans le respect du Fascicule 70 et selon les prescriptions du guide technique « Remblayage de tranchées et réfections de chaussées » édité par le S.E.T.R.A.

✓ **La levée des réserves formulées lors de la réception du chantier :**

Les réserves formulées par la collectivité SEBA devront figurer sur le PV lors des OPR et le PV final de levées des réserves.

✓ **Le contrôle par l'exploitant des rejets des installations en partie privative**

Le contrôle est effectué aux frais du demandeur.

✓ **Le nettoyage systématique des ouvrages et collecteurs**

Le nettoyage est réalisé par hydrocurage.

✓ **Les servitudes notariées**

En cas pour les ouvrages sont implantés en terrains privés, des servitudes établies par actes notariés sont exigées avec rappel des articles L152-1 et suivants du Code Rural sur l'impossibilité d'instaurer une servitude pour des ouvrages publics sous les cours et jardins attenants aux bâtiments.

## 7.2 Raccordement au réseau public :

L'aménageur doit faire sa demande de raccordement du réseau interne (privé) au réseau public à l'exploitant. Seul l'exploitant est autorisé à intervenir sur le réseau public.

La collectivité SEBA donne son accord si le cahier des charges édicté ci-dessus a été totalement respecté.

## 7.3 Cas particulier des ouvrages de lutte contre l'incendie :

Des ouvrages de lutte contre l'incendie peuvent être posés par l'aménageur avec un raccordement sur le réseau public d'eau potable. Le SEBA n'exerçant pas de compétence lutte contre l'incendie, les ouvrages et équipements correspondants sont exclus de la rétrocession au SEBA.

## 7.4 Achèvement de la procédure :

La remise de l'ensemble de pièces visées au présent article et leur conformité conditionnent l'achèvement de la procédure. Le procès-verbal est alors établi.

Dressé par :

Le :

**La collectivité SEBA**

Lu et approuvé  
(signature)

**L'aménageur**



## ANNEXES :

### ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES EN MATIERE D'EAU POTABLE

Le respect des observations formulées dans le Cahier des Clauses Techniques Générales – Fascicule 71 (fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau) est une condition indispensable pour l'incorporation future des ouvrages dans le domaine public.

- L'ensemble des tuyaux et pièces nécessaires doit être de série PN 16, sauf prescriptions particulières de la part du syndicat
- Pour les diamètres < à 80 mm intérieur, préconisation tuyau PVC-joints automatiques ou PEHD ligne bleue
- Pour les diamètres ≥ à 80 mm intérieur, fonte ductile (le choix du matériaux sera cohérent avec les matériaux en place)
- Pose d'un grillage avertisseur détectable bleu sur l'ensemble du réseau
- Pose d'au moins une vanne de sectionnement en tête du réseau privé
- Branchement particulier : PEHD Ø 19/25 mm ligne bleue
- Regard compteur en polyéthylène renforcé avec couvercle isolant pour système de comptage 170 mm
- Pour les points bas : installation d'une vidange
- Pour les points hauts : installation d'une ventouse
- Profondeur de pose : 1 m
- Lit de pose : 10 cms type « grain de riz » 0/8 mm
- Lit d'enrobage : 10 cms type « grain de riz » 0/8 mm au dessus du tuyau

### ANNEXE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

Le respect des observations formulées dans le Cahier des Clauses Techniques Générales – Fascicule 70 (ouvrage assainissement) – est une condition indispensable pour l'incorporation future des ouvrages dans le domaine public.

- L'ensemble des tuyaux posés doit être de type CR8 – PVC, sauf prescriptions particulières (par exemple fonte en traversée de ruisseau)
- Réseau de collecte : PVC CR8 Ø 200 mm
- Branchement : PVC CR8 Ø 125 mm ou 160 mm
- Pièces spéciales : SDR 34
- À chaque changement de direction ou de niveau (chute), il doit y avoir un regard de visite ; Les regards de visite ou d'exploitation seront espacés de 80 mètres au maximum et positionnés également à chaque raccordement de collecteur, changement de section, de direction, de pente et en tête de réseau
- Regard de visite Ø 800 ou 1000 béton ou PEHD (étanche si ruisseau, avec un couvercle type hofit si nécessaire)
- Selon les profondeurs de la canalisation, les formes et dimensions des regards de visite seront les suivantes :
  - pour une profondeur inférieure ou égale à 1,20 m, section circulaire de diamètre intérieur minimal de 0,80 m,
  - pour une profondeur supérieure à 1,20 m, section circulaire de diamètre intérieur minimal de 1 mètre.
- Tampon de visite fonte sont marqué NF et conforme à la norme EN124, **articulé** classe D 400, **vissé et scellé** sur la dalle de répartition
- Chaque branchement comportera un regard de visite (marqué NF et conforme à la norme EN 124 de classe C 250 à articulation.



Il sera positionné sur le domaine public en limite de propriété regard de branchement en PVC 315 avec tampon fonte, **scellé** (type dalle répartition en béton).

- Branchement par culotte de branchement ou sur regard par carottage et joint étanche.
- Lit de pose : 10 cms type « grain de riz » 0/8 mm
- Lit d'enrobage : 10 cms type « grain de riz » 0/8 mm au dessus du tuyau
- Grillage avertisseur marron

### **Poste de refoulement et ouvrages spéciaux :**

Dans le cas où la construction d'un poste de refoulement s'avère nécessaire les prescriptions techniques de l'ouvrage seront également soumises au visa de la collectivité ; notamment sur les points suivants :

- Groupe pompes
- Equipement hydraulique de la chambre de vanne
- Armoire de commande et télégestion
- Aménagement extérieur (point d'eau, clôture, accès au site...)
- Gestion du foncier

## **ANNEXE 3 : IMPLANTATION DES RESEAUX**

Les canalisations seront implantées dans l'emprise des voies ou trottoirs aménagées ou à aménager pour la circulation publique et suivant un tracé strictement parallèle aux alignements.

Les canalisations devront être posées sur un lit de pose à une profondeur minimale de 0,80 mètre mesurée entre le niveau du sol fini et la génératrice supérieure du tuyau.

Dans tous les cas de croisement d'ouvrages ou de pose parallèlement à des ouvrages, une distance minimale de 0,50 mètre en planimétrie et de 0,30 mètre en altimétrie devra séparer les nouveaux réseaux des ouvrages existants (câbles de transport d'énergie électrique, câbles de télécommunication, canalisations de transport de gaz et de fluides divers).

Les canalisations ne devront en aucun cas être placées sous bordure de trottoir, ou sous caniveau ou sous fossé.

Le réseau eaux usées sera implanté plus bas que le réseau eau potable.

Pour le cas exceptionnel et dûment justifié où l'implantation ne pourrait être réalisée sous domaine public, une servitude de passage des conduites d'eau potable et/ou du réseau d'assainissement doit être établie entre l'aménageur et la collectivité par acte notarié.

Cette disposition permettra à la collectivité ou à son fermier d'intervenir sur le réseau si la voirie n'est pas rétrocédée à la collectivité compétente et intégrée dans le domaine public.

Dans ce cas, le collecteur devra bénéficier obligatoirement d'une emprise de trois mètres (1.50 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation), précision étant faite qu'aucune construction ou plantation, hormis de gazon, ne pourra être effectuée dans cette emprise.

### **Branchements :**

Les branchements individuels ou collectifs seront généralement placés sous trottoirs, voire pour partie sous chaussée; ils pourront être situés sous des allées piétonnes ou des espaces verts faciles d'accès, mais ne devront en aucun cas être implantés sous des immeubles ou des plantations.

Le compteur et/ou la boîte de branchement devront être placés de préférence devant la propriété ou le lot (limite terrain/voirie, côté privé pour l'abri compteur et côté public pour le regard de branchement eaux usées), dans tous les cas, le compteur et la boîte de branchement devront être facilement accessibles pour le service de l'eau.

La constitution des branchements et leur condition générale d'implantation doivent répondre aux règlements du service d'eau potable et d'assainissement collectif en vigueur sur le territoire de la collectivité.

## **ANNEXE 4 : REGLEMENTS DE SERVICE :**

- du service de l'eau potable,
- du service d'assainissement collectif,
- du service d'assainissement non-collectif.